



Réservé
aux abonnés

Aides gasoil : l'État s'engage à aider les pêcheurs au-delà du 15 octobre

Publié le 28/09/2023 18:51 | Mis à jour le 28/09/2023 19:16

Le président du Comité national des pêches (CNPM), Olivier Le Nézet, et les trois vice-présidents, Serge Larzabal, Bernard Pérez et Charly Vincent, ont été reçus par le secrétaire d'État chargé de la mer, Hervé Berville, à la sous-préfecture de Saint-Malo, le jeudi 28 septembre, avant une entrevue prévue avec la Première ministre.

Les représentants de la profession ont à nouveau exposé la gravité de la situation de la filière, en métropole et dans les départements d'outre-mer, et insisté sur l'urgence de trouver une solution immédiate à la fin de l'aide carburant prévue au 15 octobre pour les armements. **« Cet échange, franc et constructif, a permis de rappeler que les conséquences de la guerre en Ukraine perdurent et ne permettent pas à la profession de définir et développer un réel plan de transition énergétique »**, a commenté le comité des pêches dans un communiqué, à l'issue de la rencontre.

Pour ne pas laisser les armements sans alternative après le 15 octobre, **« l'État s'est engagé à se battre pour la reconduction du régime spécial de soutien dit « régime**

Ukraine » au plan européen pour une durée qui permettra aux armements d'amortir les chocs économiques successifs ». Il en va de même avec « le plafond d'aide qui ne peut rester inopérant pour les armements à plusieurs navires. La reconduction du régime d'aide au carburant doit donner la stabilité et l'assurance à la profession de pouvoir se projeter dans l'avenir. »

« Mobiliser les autres producteurs et distributeurs de biocarburant »

Cet engagement du ministre a satisfait les pêcheurs. **« Je suis rassuré d'avoir l'assurance qu'une solution juridique ou financière devra être mise en place sur la période allant du 15 octobre à la prolongation du « régime Ukraine ». Le ministre s'est engagé à ce qu'un accompagnement des armements et de leurs équipages soit lancé pour que les établissements bancaires gèlent les échéances de prêts des armateurs et des équipages, a commenté Olivier Le Nezet, qui s'est de son côté engagé à poursuivre le travail sur le contrat stratégique de filière. Le fonds de transition énergétique de la flotte doit être élargi et rendu opérationnel le plus rapidement possible, en commençant avec Totalénergies et en mobilisant les autres producteurs et distributeurs pour généraliser cet usage de biocarburant. »**

« Nous ne sommes pas toujours d'accord, mais nous sommes convaincus de l'avenir de la pêche »

Dans un communiqué diffusé ce jeudi soir, le cabinet d'Hervé Berville confirme que **« le travail se poursuit entre les représentants de la filière pêche et le secrétaire d'Etat à la mer pour défendre la viabilité économique et l'avenir du modèle de pêche français »**. Afin de répondre aux urgences, l'État précise notamment qu'il **« va mobiliser les dispositifs d'aides aux entreprises et sensibiliser les banques aux impacts des crises en cours afin de définir, entreprise par entreprise, département par département, quelles mesures qui pourraient être prises »**.

« Depuis un an, nous travaillons ensemble. Nous ne sommes pas toujours d'accord, mais nous sommes convaincus de l'avenir de la pêche, a déclaré Hervé Berville cité dans le communiqué. L'État n'a pas mobilisé autant de moyens publics pour renoncer à la soutenir pleinement. J'avais rappelé les échéances il y a quelques jours, j'ai présenté des propositions concrètes la semaine dernière à Nice (NDLR : aux Assises de la pêche et des produits de la mer organisées par « le marin ») et nous avons ensemble travaillé à de nouvelles propositions formulées par le CNPMEM. »

Mélanie CHARTIER

Crise Gasoil Pêche France Pêche Gasoil Hervé Berville Comité Des Pêches